



NOUVEAUX REGARDS SUR L'ASIE

Une perspective nouvelle sur l'Asie et la diversité de ses enjeux et de ses cultures, mêlant regards d'experts et d'acteurs de haut niveau.

SOMMAIRE

p.4 **La Chine demeure
Terra incognita**

Entretien avec Patrice Fava,
ethnologue

p.8 **La Chine et l'indo-
pacifique en miroir**

Par Emmanuel Véron,
docteur en géographie

p.13 **Entretien
Nouveau Regard**

Rencontre avec Julie Narbey,
directrice générale du
Centre Pompidou, Young
Leader France-Chine 2017

EDITORIAL

par **Jean-Raphaël Peytregnet**

Directeur de la rédaction, diplomate français

La **Fondation France-Asie**, Fondation indépendante, se donne pour but d'améliorer la connaissance de l'Asie en France et de développer les relations humaines, économiques, politiques, culturelles et scientifiques avec ce vaste espace géographique.

Notre Fondation a pour vocation entre autres d'encourager le dialogue, la compréhension et la coopération entre les sociétés civiles de la France et des pays d'Asie, en faveur de valeurs de respect des droits de l'Homme, d'humanisme, de développement durable et de paix.

C'est ainsi que nous est venue l'idée de cette publication qui vise à explorer et à analyser les dynamiques complexes d'une Asie qui est devenue aujourd'hui un centre d'intérêt majeur sur bien des aspects multidisciplinaires : économiques, politiques, géostratégiques, culturels et sociologiques en particulier.

POUR S'ABONNER

Ecrire à

contact@fondationfranceasie.org



FONDATION FRANCE-ASIE Fonds de préfiguration

Ainsi, notre publication s'efforcera d'enrichir la compréhension de l'Asie dans ses différentes approches et spécificités, ce vaste continent n'étant pas, contrairement à ce que l'on s'imagine trop souvent, un espace homogène. Il s'agira aussi au travers de celle-ci d'élargir les regards que nous portons sur l'Asie, pour traiter l'ensemble de son vaste espace, grâce aux contributions qui nous parviendront pour alimenter et en enrichir son contenu.



Nouveaux Regards sur l'Asie se donne pour règle de donner libre cours aux analyses et réflexions de ses contributeurs/trices. La publication s'efforce ainsi de présenter différents points de vue pour chaque sujet, dans le but de permettre à ses lecteurs/trices d'aboutir à une compréhension aussi nuancée que complète des enjeux et des problématiques abordés.

Elle fait appel pour ce faire aux contributions d'experts reconnus pour la qualité de leurs connaissances, expériences concrètes et de leurs analyses sur les sujets traités.

Notre publication mensuelle s'adresse à toutes celles et ceux qui s'intéressent aux affaires asiatiques traitées sous tous les angles, ainsi qu'aux décideurs politiques, économiques et culturels dans le but de nourrir leurs réflexions et leurs décisions en lien avec l'Asie.

Toute personne appartenant à la communauté des amis de la Fondation France-Asie ou qui désirera la rejoindre, est invitée à enrichir notre publication à l'occasion de l'annonce d'un nouveau concept, d'un événement, d'un livre, d'une œuvre, ou d'un travail de recherche susceptibles d'intéresser les membres déjà inscrits de la Fondation ou de susciter la curiosité d'un public plus large.

Pour ce premier numéro, consacré à la Chine au sens large, nous avons choisi de vous présenter, sous la forme d'une interview, les réflexions de l'ethnologue et sinologue, **Patrice Fava**, au sujet de cette pratique spirituelle ancestrale, le taoïsme (dao jiao, en chinois), dans laquelle la civilisation chinoise prend sa source. Le taoïsme est bien la « religion » purement chinoise, encore que le terme, emprunté du lexique japonais, ne restitue pas exactement de qu'est le taoïsme en soi, ou du moins la lecture qui en a été faite pendant longtemps par les missionnaires étrangers menant une œuvre d'évangélisation en Chine. Le taoïsme dont on parle peu en Occident, à l'inverse du bouddhisme (venu de l'Inde) ou du

Confucianisme – qui lui ne saurait être encore moins considéré comme une religion mais plutôt une pensée humaniste et morale –, ne peut être regardé comme un ensemble de superstitions chinoises, ainsi que le Père jésuite Henri Doré (1859-1931) a voulu nous le faire croire, dans son « Manuel des superstitions chinoises » en 18 volumes (!), paru en Chine en 1926.

Pour bien comprendre le taoïsme, ou en tout cas essayer de l'approcher, tant ses pratiques peuvent a priori sembler étranges, voire difficilement admissibles, pour un esprit occidental formé à la pensée de Descartes, la première démarche à accomplir, comme le dit très bien Patrice Fava, est de le déchristianiser.

Il veut dire par-là que nous ne pouvons pas bien comprendre ce qu'est le taoïsme si nous appliquons sur celui-ci une grille de lecture réductrice européen-centriste, avec ses propres concepts et valeurs que ne partage pas forcément, et c'est bien normal, une culture et une civilisation différentes de la nôtre.

Par ailleurs, si le continent chinois et l'île de Taïwan, ont un héritage commun, outre la langue et les coutumes, c'est bien le taoïsme, toujours aussi vivant des deux côtés du détroit, en particulier dans la province du Fujian mais pas seulement (voir par exemple les toutes dernières recherches de Patrice Fava sur les pratiques taoïstes dans la province du Hunan, d'où il a ramené une collection impressionnante de divinités représentées sous la forme de statuettes qui sont vénérées comme des êtres vivants). Je n'en dis pas plus et vous laissez lire les réponses de ce grand spécialiste du « Dao », de la voie que suivent ses adeptes qui ont en partage le respect de « tous les êtres » (wanwu), et en particulier de la préservation de la nature, un sujet qui nous concerne au plus au point, à un moment où nous sommes tous confrontés, pays développés ou moins, au réchauffement de la planète qui menace la survivance même de l'espèce humaine tout entière.

A la suite de cet entretien, vous en trouverez un autre, toute aussi passionnant, de **Julie Narbey**, nommée Directrice Générale du

Centre national et de culture Georges Pompidou depuis le 2 mai 2017. Elle nous parlera entre autres sujets du partenariat établi entre notre musée parisien et le « West Bund Museum – Centre Pompidou », installé à Shanghai, qui a ouvert ses portes au public en 2019, après son inauguration officielle par le président Emmanuel Macron. Ce partenariat a depuis été renouvelé pour une période de cinq années supplémentaires.

On a beaucoup parlé de l'annexe du Musée du Louvre à Abu Dhabi, un peu moins de celle du non moins prestigieux musée parisien dédié, lui, à l'art moderne et contemporain.

En empruntant la voie de la modernisation, « aux caractéristique chinoises » comme en appelle le président Xi Jinping, la Chine a vu naître et s'exprimer, dès le XXème siècle, de nombreux et nombreuses talentueux et talentueuses artistes, peintres, sculpteurs, et autres praticiens utilisant différents modes d'expression. Nous connaissons tous en France, le peintre et graveur chinois naturalisé français, Zao Wou-qi (1920-2013), que le poète, journaliste et écrivain français, Claude Roy (1915-1997), définissait comme, je le cite, un grand peintre qui poursuit dans son œuvre une dizaine au moins de grands siècles de l'art chinois, et qui est (NDR : dans le même temps) un des meilleurs peintres modernes de l'Occident.

Après la religion et l'art, qui ne peuvent pas se passer selon moi l'un de l'autre, l'une inspirant l'autre et vice-versa, nous aborderons grâce au chercheur **Emmanuel Véron** un sujet aujourd'hui de très grande actualité, à savoir celui de l'Indo-Pacifique, revenu en force sur le devant de la scène du fait des enjeux considérables que cette vaste région comporte, non seulement pour ses pays riverains asiatiques, mais plus généralement pour toute la planète, États-Unis et Europe compris.

La raison en est simple, cette région revêt une importance stratégique majeure, pour se trouver au carrefour de deux espaces maritimes, qui, liés ensemble, sont devenus

un centre de gravité de l'économie mondiale.

Le concept d'espace indo-Pacifique occupe en effet une place croissante dans les stratégies de tous les États y ayant des intérêts du fait que cette vaste région contribuera dans les prochaines années, de par les voies commerciales maritimes qui la traversent, pour environ 60% du commerce mondial.

La Chine préfère quant à elle se concentrer sur l'Asie-Pacifique, région qui correspond mieux à la sphère d'influence qui était la sienne jusqu'au XVIIIème, avant que les puissances occidentales ne la lui ravissent, fortes de leurs moyens maritimes. Aujourd'hui, le rapport entre les grandes puissances dans la région est en train de s'inverser au profit de la Chine qui a consacré d'importants efforts à la modernisation de sa flotte et à d'autres moyens militaires.

C'est toutes les facettes de cette problématique que développe Emmanuel Véron dans son analyse qui se veut également prospective. Dans cette compétition que s'y livrent les grandes puissances du XXIème siècle, quelle en sera l'issue ? Emmanuel, nous offre sa réponse.

Il me reste à vous souhaiter une bonne lecture, en attendant la suite au prochain numéro.



Jean-Raphaël Peytregnet

Diplomate de carrière après s'être consacré à la sinologie en France, Jean-Raphaël Peytregnet a entre autre occupé les fonctions de Consul général de France à Canton (2007-2011) et Consul général à l'Ambassade de France à Pékin (2014-2018) ainsi que de Consul général de France à Mumbai/Bombay de 2011 à 2014.



La Chine demeure Terra incognita

Entretien avec Patrice Fava, propos recueillis par Jean-Raphaël Peytregnet

Patrice Fava, de Pékin, où il est installé depuis plusieurs décennies, a publié son plus récent ouvrage : « Un taoïste n'a pas d'ombre », avec pour sous-titre « Mémoires d'un ethnologue en Chine »*. Patrice est un vieil ami pour lequel j'éprouve un profond respect. Nous avons eu souvent à Pékin des conversations passionnantes, pas seulement au sujet de la Chine, mais de l'Inde, de Taïwan, du Japon, du yoga, de la philosophie, etc.

Son savoir est immense, pour ne pas dire encyclopédique, et je dirais qu'il est l'un des rares sinologues parmi tous ceux que je fréquente, qui connaît sans aucun doute le mieux la Chine, son histoire, sa culture et sa civilisation, tout simplement pour y avoir longtemps vécu et s'être intéressé à tous les nombreux aspects que recouvre cette grande civilisation. Le fait qu'il pense la Chine non seulement en tant que sinologue mais aussi en tant qu'ethnologue, dans ce pays qu'il a sillonné dans tous les sens, pour le besoin de ses recherches et de ses nombreux travaux sur le taoïsme, dont il reste aujourd'hui l'un des plus grands spécialistes, y est aussi indubitablement pour quelque chose.

Nous avons souhaité pour ce premier numéro de **Nouveaux Regards sur l'Asie** lui poser un certain nombre de questions, sur un sujet inépuisable, tant la Chine est un monde complexe et encore mystérieux, même pour quelqu'un comme Patrice qui y a consacré avec passion et curiosité, comme c'est aussi mon cas, plus d'un demi-siècle de sa vie.

*paru aux éditions Buchet-Chastel, Paris, 2023, 484 pages

J.-R. Peytregnet - Tout d'abord, tu écris dans ton dernier ouvrage que les années que tu as passées à Taïwan se sont avérées être pour toi, je te cite, une expérience indispensable pour déconstruire les discours convenus sur la Chine officielle, et que tu y as appris plus de choses sur les Chinois et leur culture qu'en trois ans sur le Continent qui lui fait face. Peux-tu développer pour les lecteurs et les lectrices de notre publication ce constat que tu dresses?

P. Fava - Je fais partie de la génération des chercheurs qui sont allés à Taïwan pour étudier la tradition vivante du taoïsme. Sous le règne de Mao, le taoïsme dont l'histoire de plus de 2000 ans est comparable par son importance au christianisme en Occident, avait été rayé de la carte, mais on savait, grâce à Kristofer Schipper, que les grandes cérémonies taoïstes s'étaient perpétuées à Taïwan. C'est sur ses traces et avec sa recommandation que je suis allé à Taïwan en 1975 avec le projet de faire un film sur le taoïsme. Lui-même, historien, anthropologue et membre de l'Ecole Française d'Extrême-Orient (EFEO) avait vécu sept ans à Taïwan et avait été ordonné maître taoïste. Au fil des mois, j'ai découvert l'immense répertoire liturgique de son « frère juré », Chen Rongsheng, que l'on peut diviser en rituels pour les vivants et rituels pour les morts, auxquels il faut ajouter les rites thérapeutiques : exorcismes et consultations individuelles.

Les rituels taoïstes sont des opéras chantés et dansés d'une très grande beauté avec une partie ésotérique très complexe faite de formules secrètes (mantra), de pas maitiques, de gestes (mudra), de talismans (fu). Je décris dans mon livre quelques-uns de ces rituels et ai réalisé plusieurs films avec sous-titres et traduction en français pour restituer leur sens, ainsi que leur dimension chorégraphique et musicale.

J'avais à Taïwan, un autre guide : le grand ethnologue hollandais Jean-Marie de Groot, qui a fait de longues enquêtes sur la vie religieuse dans la province méridionale du Fujian entre 1877 et 1890. Un siècle et demi plus tard, ces mêmes traditions faisaient encore partie du quotidien des Chinois de Taïwan. Rien n'avait changé en dehors d'un développement économique spectaculaire. Dans cette île qui, par rapport à la grande Chine, n'est qu'un mouchoir de poche, on dénombrait 4220 temples en activité. Presque chaque jour, on pouvait assister à l'anniversaire d'une divinité, à un pèlerinage, à un spectacle de marionnettes pour chasser une infortune, à l'intervention d'un maître de « fengshui » (géomancie), à un enterrement, à une séance de communication avec les ancêtres. Cette autre Chine qui n'avait connu ni Révolution culturelle, ni lutte des classes, s'accommodait fort bien de la cohabitation, de ses traditions et de la mondialisation. Or, il s'agissait des deux côtés du détroit des



mêmes Chinois, héritiers d'une même culture millénaire.

A partir des années 1980, qui marquent le début de « l'ouverture » de la Chine, mon expérience taïwanaise allait m'être d'une grande utilité pour assister à la renaissance du taoïsme, des fêtes et des traditions religieuses en Chine même.

Tu remarques aussi, et je suis complètement d'accord avec toi, que les Occidentaux ont toujours fait preuve d'une ignorance généralisée de l'histoire « religieuse » de la Chine, citant un diplomate français, pour lequel tu éprouves une grande estime par ailleurs, qui lui aussi a ignoré la Chine des temples, des fêtes et des pèlerinages, des bouddhistes comme des taoïstes. Certes, comme tu le penses, le taoïsme ne s'appréhende pas facilement, c'est une culture savante qui est l'affaire de spécialistes, écris-tu. Bien que sinologue, m'étant à mes débuts surtout intéressé à la Chine ancienne, j'avoue mon ignorance sur le sujet même si j'en ai acquis quelques notions, grâce à toi, notamment. Et tu ajoutes ce que j'ai toujours pensé moi-même en tant que sinologue, qu'on a encore actuellement tendance à s'imaginer la Chine à partir d'une expérience qui se limite aux grandes villes, Pékin, Shanghai, etc. et au monde universitaire. Or les citadins, dis-tu, et j'ajouterais chinois comme étrangers, n'ont souvent qu'une idée très superficielle de ce qui se trame à l'échelle du pays. N'est-ce pas la raison pour laquelle encore aujourd'hui, et je dirai que c'est aussi mon cas pour avoir trop rarement sillonné les campagnes chinoises, en profondeur je dirais, même si je me suis rendu à peu près partout en Chine, sauf au Tibet, qui en tant que diplomate, m'a toujours été interdit, ...eh bien, nous ne comprenons finalement pas grand-chose à la Chine ?

Le diplomate dont tu parles, Claude Martin, est un ami de longue date dont le livre « *La diplomatie n'est pas un dîner de gala, Mémoires d'un ambassadeur* » a eu un grand succès. Mais je constate qu'il a ignoré tout le versant religieux de la culture chinoise. Cela dit, je rappelle qu'il n'est pas le seul. Le grand historien Jacques Gernet ou Pierre Ryckmans (alias Simon Leys), qui nous laissent des oeuvres exemplaires, ont eux aussi fait l'impasse sur la tradition vivante du taoïsme. Or, peut-on imaginer une histoire de l'Occident qui ignorerait le christianisme? La création de l'église taoïste par Zhang Daoling date de l'an 142 et a accompagné toute l'histoire chinoise,

mais qui, aujourd'hui encore, à part quelques très rares sinologues, peut entrer dans un temple taoïste, identifier les statues qui s'y trouvent et comprendre les rituels qui s'y déroulent?

L'ignorance dont l'Occident continue de faire preuve a de multiples causes, mais il faut surtout savoir que les missionnaires se sont employés au cours des siècles à ridiculiser les taoïstes. Les 18 volumes du Père Henri Doré intitulé « *Recherches sur les superstitions chinoises* » publiés à Shanghai entre 1911 et 1938 n'est qu'un exemple parmi d'autres. Ce faisant, ils ont laissé dans les esprits une empreinte bien difficile à effacer. Le taoïsme, n'est pas la partie la plus visible de la vie chinoise, mais il y occupe malgré tout une place majeure. Lors de cette nouvelle année du dragon, il y a eu comme d'habitude des dizaines de milliers de familles qui ont envahi les cours du Monastère des nuages blancs (Baiyun guan) pour s'assurer la protection des dieux, mais les étrangers ne s'intéressent guère à cet aspect de la vie chinoise. Je constate qu'ils ignorent aussi le grand pèlerinage de Miaofeng shan, auquel je participe depuis plus de 20 ans.

Ils ne connaissent de la Chine que les couloirs des universités, le monde intellectuel et celui des affaires, mais ce n'est pas dans ces milieux occidentalisés que l'on peut appréhender la vie intérieure et l'imaginaire des Chinois. On ne peut prétendre connaître les Chinois sans prendre en compte le passé dont ils sont les héritiers. L'essentiel de mon livre est de mettre en lumière, avec les outils propres à l'anthropologie, ce que Marcel Granet appelait « La pensée chinoise » ou, plus précisément, les différentes strates toujours perceptibles de l'univers mental des Chinois. Je m'inspire pour cela du travail théorique du grand anthropologue Philippe Descola, dont le livre « *Par-delà nature et culture* » a été très utile à tous ceux qui s'intéressent aux sociétés traditionnelles.

Tu observes que la spécificité de la société chinoise est la « religion » - mot ou concept que tu n'aimes d'ailleurs pas beaucoup employer (bien que tu l'utilises souvent dans ton ouvrage, y compris lorsque tu traites du taoïsme! -, dont tu t'es fait l'un des grands spécialistes, en Occident comme en Chine). Selon toi, la « religion », notamment taoïste que tu qualifies de plus grande religion non officielle de la Chine, occupe une place centrale mais diffuse dans la société chinoise,



tout en relevant que pour une majorité des observateurs la « religion » (encore une fois !) n'apparaît pas comme une composante majeure de la vie sociale ? Qu'est-ce qui t'amène à le penser ?

Je ne suis pas le premier à remettre en cause le mot « religion » qui immanquablement fait référence à la religion chrétienne. La traduction chinoise par « zongjiao » (littéralement « enseignement général » ou « doctrine commune ») vient du japonais, mais on ne trouve pas cette expression dans les textes chinois anciens. Si, après mes mises en garde, je continue à employer le mot « religion », c'est par commodité, car inventer des mots nouveaux présente d'autres risques.

Les autorités chinoises, fidèles à leur conception marxiste, selon laquelle « la religion, c'est l'opium du peuple » ont cherché à la remplacer par les nouvelles valeurs socialistes, mais l'athéisme prôné depuis des décennies continue de se heurter aux repères et aux fondements de la culture chinoise. Actuellement, les idéologues mènent une campagne générale de « sinisation des religions », pour qu'elles contribuent au patriotisme et au soutien du Parti. Les bouddhistes, comme les taoïstes doivent suivre les nouvelles consignes, il en va de leur survie, mais ce sont tout naturellement des patriotes au sein d'un pays dont le gouvernement leur est hostile.

Notre contemporain Marcel Gauchet qui a écrit une nouvelle philosophie de l'histoire occidentale, non plus fondée sur l'infrastructure et les forces de production, mais sur l'histoire religieuse de l'Occident, explique pourquoi et comment on est progressivement « sorti de la religion », ce qui bien sûr n'est pas au goût des chrétiens. Mais la Chine a-t-elle suivi le même chemin ? Mon expérience, une fois encore, prouve le contraire et j'en fais la démonstration en soulignant par exemple que le concept de destin (ming) est encore et toujours partagé pas la très grande majorité des Chinois. Au début de cette nouvelle année, des milliers de Chinois participent dans tous les temples taoïstes au rituel appelé « adresse au dieu de la grande année » (Bai taisui), en fonction d'éventuels conflits qui peuvent advenir entre le dieu qui préside à l'année du dragon et celui de l'année de leur naissance. Ce rituel préventif de reconfiguration de sa carte du ciel (qui

coûte assez cher) fait partie de la liturgie des maîtres taoïstes qui sont des directeurs du destin, comme chez nous les psychanalystes qui ont appris, avec d'autres méthodes, à dénouer des crises.

Mille autres exemples prouvent que le taoïsme est une composante majeure de la vie sociale, même si les gens ne se disent pas « croyants » et ne revendiquent pas d'appartenance à la religions taoïste. Ils partagent simplement un même mode d'existence.

Il faut se débarrasser des clichés du genre « L'Inde est religieuse, la Chine est politique ».

Tu écris plus loin que le taoïsme est la religion du peuple, ce qui reviendrait à dire d'1,4 milliards d'habitants, rien qu'en Chine sans compter la diaspora dispersée aux quatre coins du monde, elle aussi nombreuse, bien que ce pays commence à connaître une démographie déclinante qui pourrait l'amener à un horizon certes encore lointain, à disparaître de nos radars. On pourrait penser qu'elle aurait pu comme les autres grandes religions, chrétienne, musulmane, bouddhiste, principalement, sinon se livrer à un prosélytisme du moins attirer l'attention et même l'intérêt du monde occidental et même des autres continents de notre planète. Or ce n'est semble-t-il pas le cas, cette « religion » ou plus exactement cette pratique spirituelle, n'est pas sortie de ses frontières originelles. Comment l'expliques-tu ?

Le taoïsme n'est pas exportable, même s'il y a des éléments qui peuvent être utiles aux Occidentaux : la médecine, des principes d'hygiène, le Taijiquan, le Qigong, constituent l'appréhension d'une éthique et d'une philosophie différentes de la nôtre. D'autre part, les taoïstes, contrairement aux bouddhistes qui ont été leurs rivaux tout au long de l'Histoire, ne pratiquent pas le prosélytisme. Cela dit, le taoïsme fait partie de la culture « New age » et attire depuis longtemps ceux qui s'intéressent à l'Orient. Bien des chercheurs ont contribué à sa connaissance, mais le taoïsme est une culture savante, à la fois scientifique et mystique d'un abord difficile et qui suppose qu'on ait accès aux textes en langue classique. La lecture du Canon taoïste (Daozang) qui est la bible des taoïsants n'est accessible qu'aux sinologues et l'on peut presque dire la même chose de la publication de « *The Taoist Canon, A companion to the Daozang* » édité par Kristofer Schipper et Franciscus Verellen.

Tu constates, toujours en traitant du taoïsme, que si dans bien des domaines les Chinois sont en avance sur l'Occident, ils sont encore largement coupés de notre modernité... avec ce conseil que tu adresses aux autorités françaises, et je te rejoins totalement sur ce point, qu'au lieu de faire en Chine, un nouveau Centre Pompidou, il aurait mieux valu proposer au ministère de la Culture du gouvernement chinois une réplique du Musée du Quai Branly ! Mais crois-tu vraiment que cela l'aurait intéressé? Ne serait-ce que parce que les autorités chinoises rejettent aujourd'hui la plus grande partie de leur héritage religieux?

Pour faire découvrir tout l'intérêt de la culture taoïste, je multiplie les rapprochements avec les religions grecque et romaine de l'antiquité, mais aussi avec le surréalisme qui aurait pu très facilement s'approprier une large part de l'héritage philosophique et artistique du taoïsme. Or, dans l'immense collection d'André Breton, je constate qu'il n'y a pas une seule oeuvre chinoise.

Inversement, les Chinois ignorent les « arts premiers » qui font partie de notre modernité. Toutes les oeuvres du Musée du Quai Branly sont les témoins des religions d'Afrique, d'Amérique et d'Océanie que les anthropologues et les surréalistes nous ont fait découvrir au milieu du XXème siècle. Mais les Chinois n'ont pas encore eu accès à cet art magique et à la révolution surréaliste qui a changé notre rapport au monde et aux objets. Apprendre à regarder des oeuvres d'art suppose un apprentissage.

Les Chinois s'extasient devant leurs porcelaines, le jade, les rochers érodés du Taihu, les pierres de rêve, les bonzai, mais ils ignorent l'art des sociétés primitives car sur ce sujet il n'y pas eu de travaux d'ethnologues qui leur ont appris à regarder et à comprendre ces oeuvres.

Autre observation très intéressante de mon point de vue et surtout du tien naturellement, les taoïstes, du fait de leur proximité avec la nature, font figure de premiers écologistes de notre planète, soucieux de sa préservation et du respect que l'homme doit lui témoigner. C'est un point d'autant plus intéressant si on le relie à la crise climatique que nous traversons, du fait du réchauffement de la planète causé par le monde moderne et le développement des techniques, oubliant l'existence de l'être et de l'étant, qui sont au

centre de la pensée d'Heidegger mais aussi d'Aristote, dont il s'est beaucoup inspiré. Penses-tu que les taoïstes devraient être invités à toutes ces conférences sur le changement climatique, pour leur plus grand profit ?

Kristofer Schipper a été le premier à présenter les taoïstes comme les précurseurs de ce qu'on appelle aujourd'hui l'écologie et il a lancé un programme de recherches en Chine sur les Trente-six grottes-cieux et les Soixante-douze terres de bonheur (36 dongtian, 72 fudi) qui sont les sanctuaires dans lesquels ils ont établi des règles de protection de l'environnement, interdisant la chasse, le déboisement, toutes les formes de pollution et d'exploitation sauvage de la nature. A l'époque de la dynastie Tang (618-907), on en recense plus de 150 et sur ces espaces protégés circulent de nombreuses légendes sur les animaux et les immortels.

« *Le taoïsme, écrit Schipper, est une très ancienne philosophie de la nature dont la pertinence et l'actualité sont toujours valables dans le contexte scientifique du monde moderne* ». Tu as raison de penser qu'il faudrait leur rendre justice et les associer aux conférences sur le changement climatique. En tous cas, nos sociétés ne peuvent que bénéficier de leur expérience qui a permis pendant 2000 ans de préserver une extraordinaire biodiversité dans les sites sacrés qu'ils ont administrés.

Le programme de Kristofer Schipper mobilise actuellement de nombreux chercheurs qui se penchent sur l'histoire de tous ces sites qui pour la plupart existent encore, mais dont un bon nombre sont en danger. **Nouveaux Regards sur l'Asie** serait une tribune idéale pour présenter ses travaux sur ce sujet.



Patrice Fava

Patrice Fava, sinologue et anthropologue est l'auteur de plusieurs ouvrages dont : Aux portes du ciel, la statuaire taoïste du Hunan, Art et Anthropologie de la Chine, éd. Les Belles Lettres, 2013, L'usage du Tao, éd. Jean-Claude Lattès, Un taoïste n'a pas d'ombre - mémoires d'un ethnologue en Chine, éd. Buchet.Chastel, 2023, et de nombreux articles en français, en anglais et en chinois. Ancien Attaché à l'ambassade de France à Pékin (1970-1972), puis chercheur associé du Centre de Pékin de l'Ecole Française d'Extrême-Orient et du Centre de recherche taoïste de l'Université Renmin. Il est installé en Chine depuis bientôt cinquante ans.



La Chine et l'Indo-Pacifique en **miroir**

Par Emmanuel Véron

Alors que Pékin rejette le concept, c'est bien son évolution stratégique, sa montée en puissance, accompagnée de tensions et velléités globales qui ont forgé et accéléré l'intérêt pour l'indo-pacifique et la définition de son concept.

Si le concept d'indo-pacifique est, depuis un peu plus d'une décennie, de plus en plus récurrent dans les orientations politiques et diplomatiques des pays riverains de ce très vaste espace maritime, la Chine continue de le nier, puis de le refuser et d'utiliser un ensemble géographique de naguère, l'Asie-Pacifique.

Les autorités chinoises utilisent le terme « Indo-Pacifique » (yintai) pour commenter les politiques étrangères des États-Unis et, secondairement, des autres États impliqués. Notamment, le projet très stratégique des « nouvelles routes de la soie » (1), symbolisera les grandes orientations de politique étrangère de Pékin en Eurasie et dans l'Océan Indien. Le développement des différentes approches de « l'indo-pacifique » converge vers la fabrique d'un contrepoids multilatéral à la Chine dans l'Océan Pacifique et dans l'Océan Indien.

En miroir du développement accéléré et tous azimuts de la Chine dans les régions de l'indo-pacifique, les différents concepts et visions de l'indo-pacifique procèdent par ajustement, complémentarité et hésitation selon les agendas et priorités respectives des pays concernés. En un mot, indo-pacifique et Chine sont devenus deux objets géographiques protéiformes qui avancent en miroir l'un de l'autre. L'ensemble stratégique de l'un structure la réponse de l'autre, selon un jeu multiscalaire et multipolaire, des écarts de perceptions et de cultures stratégiques et des différences de moyens.

Cet article revient sur l'articulation paradoxale entre le développement tous azimuts de la République populaire de Chine (RPC) et le concept indo-pacifique d'une part, et suggère quelques réflexions d'anticipation sur la nature de cette articulation et du devenir du poids de la Chine dans cet immense ensemble géographique dominé par la mer.

Pékin refuse le concept « indo-pacifique »

Alors ministre des Affaires étrangères, en 2018, Wang Yi déclarait publiquement : « L'indo-pacifique est une idée accrocheuse qui se dissipera comme l'écume de l'océan », formalisant ainsi le rejet du concept. Mais en 2022, alors en pleine crise Covid et politique « zéro Covid », Wang Yi déclare : « La "stratégie indo-pacifique" des États-Unis est en passe de devenir le synonyme de la politique des blocs. Les États-Unis parlent de la promotion de la coopération régionale, mais jouent en réalité le jeu des rivalités géopolitiques. Ils clament le retour au multilatéralisme, mais créent en réalité des "clubs" exclusifs. [...] Cela n'apporte rien de bon, mais compromet la paix et la stabilité dans la région. Le vrai objectif de la "stratégie indo-pacifique" est de créer une version indo-pacifique de l'OTAN. »

Avant de poursuivre en précisant : « L'Asie-Pacifique est une terre prometteuse pour la coopération et le développement, et non un échiquier des jeux géopolitiques. Depuis

toujours, la Chine s'enracine en Asie-Pacifique, et œuvre à son développement et à sa prospérité. » (2)

Les premières évocations (3) de l'indo-pacifique remontent très concrètement à 2007, lors de la visite de Shinzo Abe en Inde et à un discours devenu majeur dans l'historicité et la généalogie du concept et des approches politiques et géographiques de l'Indo-Pacifique.

Si le concept indo-pacifique a beaucoup fait parler et couler d'encre depuis le milieu des années 2010, il n'en demeure pas moins que la cohérence de son usage se forge dès les années 2000, avec d'une part l'importance du fait maritime dans la politique internationale (en particulier sur des critères de sécurité), et d'autre part la primauté des routes maritimes connectant l'Asie à l'Europe d'un côté, et l'Asie à l'Amérique de l'autre. La question sécuritaire est d'abord celle d'une réponse à des crises naturelles comme le tsunami fin 2004 à la jonction entre les deux océans, puis celle de la menace de la prolifération nucléaire, de la Corée du Nord au Moyen-Orient, contre laquelle les États-Unis de l'administration Bush lancent la « Prolifération Security Initiative », pour imposer des

normes et une meilleure surveillance des ports et routes maritimes. Rapidement s'y ajoutent les corollaires de la mondialisation, ainsi que la montée en puissance des pays asiatiques dans la production mondiale : dépendance aux hydrocarbures du Moyen-Orient, piraterie (et besoin de sécurité) dans la zone de Bab-el-Mandeb et au-delà, développement des diplomaties régionales par les puissances asiatiques.

En ce sens, il a beaucoup été question dès le début des années 2000 d'une « stratégie chinoise » dite du « collier de perles », après diverses analyses par des cabinets américains, japonais et indiens, démontrant le développement de facilités portuaires chinoises à capacités duales, depuis la mer de Chine méridionale jusqu'en Afrique. Le lancement de la composante maritime du projet des « nouvelles routes de la soie » (2013) recoupe en très large partie les localisations, prêts et ambitions chinoises depuis près de dix ans plus tôt.

L'Inde, adversaire stratégique durable de Pékin, initie une diplomatie proactive en plusieurs temps (dès les années 1990 – *Look East Policy* puis *Act East Policy*) en direction des pays de l'Asie du Sud-Est, afin de s'imposer comme une puissance régionale alternative à l'expansion chinoise. Dans le même temps, Washington intègre dans son dispositif stratégique le poids de l'Inde comme quasi-symétrique à celui de la Chine. Dès la première administration Obama, le choix du désengagement au Moyen-Orient ainsi que la concentration des forces et moyens en Asie s'expriment dans la logique du « pivot vers l'Asie », et par une nouvelle donne dans la politique extérieure des États-Unis, à savoir la « question chinoise ». Enfin, à partir de 2007 apparaît le « Quad », nouveau format diplomatique entre quatre démocraties de la région : Japon, Inde, États-Unis et Australie. Le Japon était l'un de ses principaux promoteurs, ses dirigeants souhaitant conforter l'alliance avec les États-Unis, tout en se rapprochant de l'Inde.

La perception de Pékin est celle de la construction d'une architecture et d'alliances « antichinoises ». Par là-même, le concept indo-pacifique est porteur de menaces. La Chine se réapproprie ainsi l'idée de l'indo-pacifique pour mieux légitimer son supposé encerclement et l'entrave à son rayonnement au-delà de ses propres frontières. En ce sens, le ou les

concepts indo-pacifique(s) révèle(nt) en creux l'identité et la culture stratégique chinoise. Alors que l'indo-pacifique suggère d'inclure la Chine dans ses processus, Pékin s'y refuse, préférant la stature d'une voie primatale, celle du centre de gravité de l'Asie, qui elle-même serait au cœur du monde, filiation claire et directe avec la culture et l'histoire impériales chinoises.

Le développement tous azimuts de la Chine en indo-pacifique

En Asie, espace privilégié des priorités stratégiques de Pékin, la Chine continue de promouvoir une multipolarité asymétrique au sein de laquelle elle se voit comme la seule grande puissance capable de développer un jeu bipolaire avec les États-Unis (dans tous les domaines : économique, diplomatique et sécuritaire).

L'hégémonie régionale de la Chine est marquée par une montée en puissance des litiges territoriaux, notamment maritimes (mers de Chine orientale et méridionale), avec le Japon et des États d'Asie du Sud-Est; et par le contournement de son enclavement continental (vulnérabilité stratégique), à travers une politique proactive de construction d'infrastructures (gazoducs, oléoducs, ports, réseaux divers) avec la Russie, l'Asie centrale, l'Asie du Sud et du Sud-Est, et de sécurisation de ses approvisionnements terrestres et maritimes.

La Chine cherche avec sa stratégie de « grand pays » (*daguo zhanlüe*), à consolider sa fragile puissance globale, légitimer son sentiment d'assiégé et combler ses vulnérabilités stratégiques, quitte à redessiner l'ordre mondial. Pour ce faire, Pékin structure fortement l'avenir de son voisinage pluriel, en concurrence avec la présence américaine, le Japon, l'Inde, et secondairement les autres pays occidentaux. Par cercles radio-concentriques partant de son voisinage, en plus d'une logique réticulaire, la Chine a progressivement imposé sa présence dans la totalité de l'espace des deux océans Indien et Pacifique. En d'autres termes, la maritimisation de l'économie et des intérêts de la Chine a accru sa présence et son appétence pour l'Indo-pacifique.

Non seulement la Chine est désormais tournée non plus uniquement vers sa profondeur continentale, mais toujours plus vers la mer, par sa façade maritime et

portuaire, la modernisation de sa composante navale et la projection dans le bassin indo-pacifique de son commerce, de sa diplomatie et de ses technologies.

Plus encore, la Chine est le principal partenaire commercial de la plupart des États du bassin indo-pacifique, faisant du commerce et de l'économie l'un des vecteurs essentiels de la géopolitique régionale. Pékin a diversifié ses partenariats et ses ambitions à travers la diffusion de ses technologies (notamment de ruptures et/ou sophistiquées : IA, 5G, caméra intelligente, etc. dans les pays tiers.

Au regard du fait maritime structurant, la Chine a procédé tout au long des deux dernières décennies à une véritable montée en puissance de ses capacités navales en quantité et en qualité. Dès 2000, la marine est certainement la composante qui a le plus bénéficié des réformes et de l'augmentation constante des budgets de défense depuis les années 1980.

La stratégie navale chinoise prend forme véritablement au moment même du lancement des réformes (1979) et à la promulgation du concept de défense active. Cette dernière est ambiguë. Elle est par définition défensive (pour les approches maritimes et la défense côtière), mais (très) offensive lorsqu'il s'agit de l'occupation et de la prise des îlots en mer de Chine méridionale (MCM) – concernant les Paracels, les Spratleys ou Scarborough, etc.

Très polarisées par la question de Taïwan, les modernisations de l'APL et la politique de défense de Pékin ont développé des moyens très supérieurs (aériens, balistiques et navals) aux forces armées de l'île de Taïwan et suffisants pour infliger des dommages importants aux forces américaines.

De plus, Pékin a largement progressé dans le domaine du déni d'accès en créant une véritable bulle A2/AD depuis le continent (enfouie dans les montagnes) et sur les îles poldérisées et militarisées de manière accrue depuis 2014-2015 en MCM. L'APL poursuit également l'acquisition de missiles intermédiaires à tête conventionnelle capables d'atteindre les bases américaines au Japon ou celle de Guam, plus des programmes de missiles balistiques (DF-21D) ou supersoniques anti-navires à longue portée (4).

Même si la Chine ne dispose pas encore de capital-ship (hors porte-avions à propulsion « classique »)(5), elle dispose d'un très grand nombre de sous-marins, d'imposants bâtiments de combat, d'un programme de porte-avions et des capacités amphibies. Pékin a développé en 20 ans une marine moderne de défense côtière et hauturière, mettant en œuvre tout l'éventail des moyens modernes, du porte-avions et destroyer (type 055) au missile de croisière, en passant par les drones et les sous-marins nucléaires (et anaérobies ou AIP).

Outre le nombre de bâtiments, la marine chinoise a fait de substantiels progrès dans plusieurs domaines (6) : guerre antisurface, guerre antiaérienne et guerre anti-sous-marine. La guerre antisurface s'est nettement consolidée avec l'entrée en service de missiles plus puissants pouvant être lancés depuis la surface, les côtes ou par des sous-marins. La guerre antiaérienne a bénéficié de l'apport de système russe, mais aussi de système de défense inspiré du Crotale français, à courte portée. Enfin, la guerre anti-sous-marine connaît une montée en puissance par l'amélioration des aéronefs, des radars et des sonars.

Cette montée en gamme contraste avec le manque criant d'expérience opérationnelle du combat moderne. L'expérience, les savoir-faire et la formation des équipages, des officiers, des chaînes de commandement (en particulier le lien entre marins, officiers marinières et officiers) soulèvent toujours de nombreuses interrogations. La question de l'usage de la marine de guerre chinoise se pose, notamment en haute mer, loin du bastion stratégique de la mer de Chine méridionale, plus généralement dans le cadre des enjeux maritimes contemporains en Asie, dans le Pacifique sud, l'océan Indien, voire en Méditerranée.

La refonte de son outil militaire et les efforts budgétaires constants (modernisation des armées et professionnalisation) et tous azimuts (marine de guerre côtière à une marine hauturière, le cyber, composantes terrestres et balistique, la partie aérienne et spatiale), la construction d'une bulle A2/AD (Anti-Access/Area Denial) en mer de Chine (en particulier avec la mer de Chine méridionale, véritable bastion stratégique issu d'une victoire militaire en temps de paix) et la maîtrise de nouvelles technologies de rupture



(IA, robotique, Learning machine, armes à énergie dirigée, planeurs hypersoniques, drones, etc.) sont autant de paramètres majeurs, changeant la donne stratégique en Asie et plus largement dans les équilibres stratégiques mondiaux. La première base à Djibouti en atteste, tout comme le réseau d'infrastructures portuaires, relais tactiques et logistiques pour les forces armées, de sécurité et diplomatiques.

L'objectif visé par Pékin est celui d'atteindre une parité avec les forces américaines et à terme de les dépasser. Les États-Unis concentrent à eux seuls le modèle inavoué mais fantasmé. L'exercice de normalisation internationale du dernier livre blanc de la défense (2019) n'apportait pas de nouveautés en matière stratégique, mais confirmait les ambitions, les représentations et les inquiétudes de Pékin dans son environnement international et régional.

Les rivalités stratégico-militaires et économiques durables avec les États-Unis continueront de structurer les relations internationales et les choix stratégiques de protection des intérêts vitaux chinois. Le manque de transparence du Parti-État sur les questions de défense et de sécurité, corrélé aux pratiques opaques, sinon d'espionnage, dans le domaine civil et militaire contribuent à amplifier d'une part la course aux armements et la contraction géostratégique dans le bassin indo-pacifique, et d'autre part la méfiance à l'égard de Pékin.

L'APL a considérablement élargi ses missions et son rôle : maintien de la sécurité maritime, aérienne, électromagnétique du territoire chinois, lutte contre le terrorisme, gestion de crise (catastrophe industrielle, naturelle ou sanitaire), opération de maintien de la paix de l'ONU, opération de sécurité internationale.

Le Parti-État, sa base industrielle et technologique de défense (BITD), son influence diplomatique soutiennent de plus en plus l'export de matériels de guerre et d'équipements de sécurité.

Aussi, Pékin s'affirme comme pourvoyeur d'équipements et d'influence dans des pays à fortes connivences avec le régime (Myanmar, Pakistan, Cambodge, Venezuela), mais aussi dans des États africains ou européens.

En ce sens, la Chine est un acteur de poids dans la vente d'armes dans un nombre croissant de pays et pour du matériel toujours plus sophistiqué et varié.

Demain, la Chine et l'Indo-pacifique : escalade ou conflictualité sous le seuil ?

L'un des objectifs de Pékin en Indo-pacifique est de perturber les réseaux d'alliance des États-Unis en Asie-Pacifique et dans l'océan Indien, notamment le réseau « Five Eyes ». Le développement économique et diplomatique en Australie, au Canada, en Nouvelle-Zélande ou encore par postes avancés dans le Pacifique sud vise à diluer l'importance américaine et à rendre obsolètes de l'intérieur des architectures dominées par les États-Unis.

Aussi, la montée en puissance des armées chinoises, leur articulation avec des milices et groupes criminels (mafias et crime organisé) induisent une conflictualité polymorphe. Alors que la mer de Chine est un véritable laboratoire stratégique pour Pékin, ses modalités internes (articulation entre les différents acteurs du maritime, pression sur le voisinage, révisionnisme et droit international, dissuasion nucléaire) en cours pourraient s'étendre au-delà.

L'intensification des postures agressives chinoises, en particulier sur mer (pas uniquement, notamment par l'extension des réseaux du crime organisé, prolongement des actions et intentions du régime du PCC) induit une remise en question de la sécurité régionale et une conflictualité sous le seuil, autrement dit de « zones grises » (grey zones). Cet ensemble est étendu et entretenu par le régime afin de déstabiliser les architectures de sécurité et peu à peu promouvoir la puissance chinoise.

À mesure de la montée en puissance de l'influence chinoise dans les institutions internationales (à l'ONU et en dehors de l'ONU), siniser le droit international (en mer comme sur terre) transformerait les rapports de forces et l'ensemble des relations internationales. Inclure Taïwan dans la stratégie maritime permettrait à la Chine d'asseoir sa prééminence en Asie et de gagner une profondeur stratégique majeure pour contester la puissance américaine et à terme l'isoler et la dépasser. C'est la volonté de Pékin et la rivalité majeure de notre temps présent. Pékin, en

mémoire des modalités développées par Mao, pratique la guérilla sur mer aux marges de sa structure post-impériale. La mobilisation de la marine chinoise, des garde-côtes, des milices de pêcheurs et des navires commerciaux en mer de Chine pourrait s'étendre au-delà, aux eaux asiatiques, dans le Pacifique et dans l'océan Indien. Finalement, la mer de Chine sert d'espace-test, de laboratoire pour des manœuvres et opérations qui demain pourraient gagner des mers plus lointaines.

Depuis l'administration Trump et la pandémie de Covid, l'image de la Chine a progressivement perdu en attractivité d'une part et son économie a continué de se contracter d'autre part. En ce sens, les difficultés économiques chinoises et le « réveil » stratégique d'un grand nombre d'États de l'indo-pacifique font évoluer la posture chinoise dans la grande région maritime. Jamais le risque d'escalade n'a été aussi grand, notamment dans la continuité stratégique de guerre mondialisée depuis l'Ukraine jusqu'à l'Asie (de la péninsule coréenne jusqu'à la mer de Chine/Taiwan) en passant par le Proche et Moyen-Orient.

Si Pékin redoute la guerre, il n'en demeure pas moins que le régime est à l'origine d'une volonté d'imposer ses

intérêts en modifiant l'ordre international, dont l'indo-pacifique est par continuité géographique le premier espace de ses velléités.

Espace crisogène multiple et complet (haute intensité potentielle, pirateries, criminalités, « zones grises »), l'indo-pacifique est devenu un ensemble où les stratégies des grands voisins de la Chine dessinent une politique internationale en miroir des ambitions de Pékin, toujours plus importantes et offensives, mais de mieux en mieux connues et analysées.

Fruit de la rivalité sino-américaine pour le siècle à venir, plusieurs États demeurent en voie de structuration et d'évolution, de l'Inde au Japon en passant par l'Australie et l'Indonésie ou l'Europe (en premier lieu la France). Les réalités stratégiques de la Chine et de l'indo-pacifique font que l'histoire se rappelle à nous. C'est la traduction directe d'un changement d'échelle, celui d'une méta-géographie, du poids de l'histoire et du jeu très contemporain des ajustements et des polarisations liés à la rivalité structurelle et systémique sino-américaine.

Ce texte a été initialement publié dans la revue Diplomatie n°78 (grand dossier) - L'indo-pacifique à la croisée des puissances".

(1) Le projet est initié par Xi Jinping en 2013 lors d'un déplacement au Kazakhstan afin de développer une composante terrestre des « routes de la soie », puis lors d'un déplacement en Indonésie pour le pendant maritime. La terminologie de cet ambitieux projet évoluera (« Belt and Road Initiative », « Une ceinture, une route »), comme son dessein et ses intentions cachées.

(2) « Conférence de presse donnée par le Conseiller d'État et Ministre des Affaires étrangères Wang Yi sur la politique étrangère et les relations extérieures de la Chine », 8 mars 2022 (digital.aren24.news/p9b).

(3) Le terme, qui selon les périodes et les acteurs peut être orthographié différemment (Indo-Pacifique, Indopacifique, etc.), a été utilisé par différents États se revendiquant parfois à l'origine du terme et concept : Inde, Australie, etc.

(4) *China's Military Strategy (中国的军事战略)*, 2015 et *The Diversified Employment of China's Armed Forces (中国武装力量多样化运用)*, 2013.

(5) Le 3e porte-avions en cours d'achèvement sera à propulsion nucléaire. D'autres porte-avions sont à l'étude.

(6) La copie, les transferts de technologies et l'espionnage sont au cœur de la montée en gamme des équipements. L'utilisation en opération n'en est pas moins difficile à maîtriser.



Emmanuel Veron

Emmanuel Veron est docteur en géographie, spécialiste de la Chine contemporaine et de relations internationales, associé à l'UMR IFRAE (Institut français de recherche sur l'Asie de l'Est) et enseignant-chercheur associé à l'INALCO (Institut national des langues et civilisations orientales) et à l'École Navale.



Entretien **Nouveau Regard** Julie Narbey, directrice générale du Centre Pompidou

Propos recueillis par Jean-Raphaël Peytregnet

Qu'est-ce qui vous a incité à candidater pour ces fonctions de directrice générale du Centre Pompidou ? Est-ce que cela procédait d'un intérêt pour l'art moderne et contemporain ?

J'ai été nommée directrice du Centre Pompidou en 2017, après une expérience et une immersion complète dans l'art contemporain qui a duré six ans à la direction générale du Palais de Tokyo. C'était un établissement plus petit et j'avais plus de temps à consacrer aux artistes au plus proche de la création contemporaine qui me passionne.

Notre mission était de révéler, d'accompagner des jeunes artistes dont la plupart n'avaient pas de galeries et de leur proposer une première exposition au Palais de Tokyo. Il s'agissait aussi de produire des projets d'artistes plus expérimentés de la scène française comme Philippe Parreno, Camille Henrot, Jean-Michel Alberola, Fabrice Hyber pour ne citer que ces quelques noms. Une partie de ma mission était de superviser la production de toutes ces grandes expositions. Le Palais de Tokyo a été pour moi comme un petit laboratoire en comparaison de ce qu'est le Centre Pompidou qui est dix fois plus important en termes de budget, de personnel, de taille et d'envergure. Au Centre Pompidou, j'ai découvert également une autre dimension plus internationale, diplomatique, faite de négociations, de projets et de partenariats à l'étranger. Dont la Chine, avec l'ouverture du Centre Pompidou à Shanghai en 2019, Bruxelles en préfiguration en 2018 pour une ouverture prévue en 2025, Jersey City en 2027, Malaga qui a déjà ouvert et avec qui nous allons renouveler notre partenariat, et enfin la Corée, en 2025.

Beaubourg va fermer pendant cinq ans. Qu'est-ce que le Centre va devenir pendant ce temps-là ?

Il s'agit de faire une très grosse restauration du bâtiment, qui est iconique mais qui est aussi un

prototype, qu'il va falloir rénover de fond en comble, y compris sa façade que nous allons changer pour rendre le bâtiment plus écologique. S'ajoute à cela un projet culturel, consistant à repenser la scénographie du musée, transformer la bibliothèque en l'adaptant aux nouveaux usages des étudiants et des usagers. Nous allons aussi créer une grande plateforme pluridisciplinaire dédiée à la création contemporaine, transformer le forum avec un pôle pour la jeunesse, commun avec la Bibliothèque publique d'information, un pôle plus commercial avec des boutiques et un restaurant. Nous allons également retrouver de la transparence sur la ville que l'on avait un peu perdue.

Pendant les travaux, le Centre Pompidou sera présent à Paris, en régions et à l'international grâce à de nombreux partenariats qu'on réunit sous le nom de « projet constellation ».

A Shanghai, vous avez renouvelé votre partenariat pour cinq ans et il a été inauguré par le président Macron en 2019, donc deux années après votre nomination, juste avant la crise du Covid. N'avez-vous pas craint à cet instant-là que le projet soit compromis ? Dans quel état d'esprit étiez-vous à ce moment-là ?

Il s'agit d'un partenariat international de coopération culturelle entre un musée qui s'appelle le West Bund Museum, que notre partenaire souhaitait créer pour dynamiser la zone du West Bund pour en faire une zone de développement économique et culturelle. Pour eux, il était important d'avoir un partenariat international comme le Centre Pompidou.

Le partenaire est responsable de son investissement, du fonctionnement et du budget opérationnel. Le Centre Pompidou apporte dans ce partenariat ses œuvres, son savoir-faire, son expertise, ses commissaires pour les expositions, de la formation ainsi que sa marque en



association puisque le projet porte l'appellation West Bund Museum – Centre Pompidou.

Quand je suis arrivée au Centre Pompidou, j'ai passé deux ans à négocier le contrat et préparer l'ouverture du musée et la montée en compétence de leurs équipes. Le président de la République, Emmanuel Macron, est venu en novembre 2019 pour inaugurer le Musée et fin janvier 2020, le Covid est apparu en Chine provoquant la fermeture de la frontière et empêchant ainsi nos équipes de revenir à Shanghai de janvier 2020 à avril 2023.

Nous avons en effet craint que le projet ne survive pas à cette période difficile. C'est dire sa force et la solidité des équipes de part et d'autre, unies pour y arriver. En fait le Musée n'a pas été fermé pendant toute la période. Nous avons fait des expositions, dont une consacrée à Kandinsky, une exposition de design ou encore d'architecture. Les commissaires étaient en WhatsApp vidéo avec leurs correspondants en Chine pour rendre possible ces expositions. Les expositions se sont très bien déroulées malgré l'absence totale sur place des équipes françaises mais avec des équipes chinoises à l'écoute, très professionnelles, qui ont permis de continuer la programmation malgré les deux périodes de confinement en Chine.

Mais il est vrai qu'en 2022, compte tenu de la situation de la crise sanitaire en Chine, d'aucuns pouvaient penser que nous n'arriverions pas à renouveler notre partenariat. Début 2023, la visite du Président Macron en Chine a facilité le renouvellement du contrat dans la déclaration conjointe, ce qui a permis de le reconduire au moment où la frontière a été rouverte.

Le West Bund Museum – Centre Pompidou n'est donc pas une installation permanente. Est-ce que ce n'est pas gênant pour un musée comme le Centre Pompidou ?

L'approche que le Centre Pompidou a choisie est un peu différente de celle du Louvre Abu Dhabi qui a signé un contrat de trente ans, c'est une approche de courte durée pour apprendre à travailler ensemble et voir si nous avons envie de poursuivre notre collaboration. Par exemple avec Malaga en Andalousie, nous avons un contrat de cinq ans qui a été renouvelé une

fois et qui est aujourd'hui en renégociation pour dix années supplémentaires.

Pour ce qui concerne la Chine, tant du côté chinois que du côté français, nous nous sommes dit qu'un partenariat de cinq ans constituait une bonne durée pour apprendre à travailler ensemble. Nous sommes finalement parvenus à la conclusion que cela valait la peine de prolonger ce partenariat pour une seconde période.

Je ne suis pas certaine qu'il y ait une volonté que ce partenariat devienne pérenne. Au Centre Pompidou nous sommes plutôt dans une logique de transfert d'expérience et d'expertise et notre partenaire souhaite probablement, à terme, être autonome. Notre deuxième contrat comporte deux fois moins d'expositions qui seront conçues par nos équipes, cela veut donc dire qu'ils seront en charge de la programmation de la moitié des expositions.

C'est une décision qui vous a précédée, mais pourquoi avoir choisi Shanghai plutôt que Séoul ou Tokyo, qui sont en matière d'art contemporain, d'art moderne, bien plus en avance que la Chine ?

Le Centre Pompidou avait de longue date envie de travailler avec la Chine. Les relations artistiques entre la France et la Chine sont anciennes. Il y avait de notre part une curiosité pour la scène chinoise et l'envie de travailler avec ce pays. Par ailleurs nous avons construit un projet à Séoul en 2025 qui est un peu différent puisqu'il s'agit uniquement d'un programme d'expositions, il y a moins cette logique de transfert d'expertise, formation, espace pour enfants qui sont vraiment les composantes complètes du Musée à Shanghai. Au Japon, les musées sont déjà très nombreux.

Nous sommes, avec eux, plutôt dans une logique de circulation d'expositions. Nous avons présenté ces dernières années une exposition Matisse à Tokyo. Je suis également allée en septembre inaugurer une exposition sur le cubisme qui sera ouverte ce mois-ci à Kyoto. D'autres expositions sont également prévues pendant la durée de rénovation du Centre Pompidou. Nos œuvres vont circuler un peu partout dans le monde et en particulier en Asie.



Et concernant l'Inde ?

Nous avons aujourd'hui peu de liens avec les grands musées indiens. Il s'agit d'un axe qu'il va falloir que nous développons. En revanche, il y a une demande d'expertise qui est importante et, évidemment, une scène artistique passionnante. Dans ces projets de partenariat, les échanges culturels et la découverte et la mise en valeur d'artistes, que cela soit en Chine ou en Inde, sont très précieux pour nous. Pour enrichir les collections du Centre Pompidou, il y a aussi une logique d'acquisition des œuvres de certains artistes que l'on découvre à l'occasion de ces projets pluriannuels.

Avec l'Inde, nous sommes évidemment sur une scène très riche, à la fois contemporaine et historique. C'est ainsi que nous avons organisé, en 2023, en coopération avec la Fondation France-Asie, une exposition du peintre Sayed Haider Raza.

Pouvez-vous nous parler de la collaboration que vous entretenez avec les autorités chinoises dans vos projets d'exposition ?

Nous savons qu'il y a des sujets qui sont difficiles à montrer. Dans le champ de l'art moderne, contemporain et de notre collection, nous avons un espace de possibilités immenses pour faire des expositions. Nous avons par exemple réalisé une exposition sur les femmes et l'abstraction qui était magnifique, une exposition Kandinsky, comme je vous l'ai dit précédemment.

Nous avons également montré des artistes chinois contemporains. Nous avons ouvert, à l'inauguration du musée en 2019, avec une exposition d'art vidéo. Toutes les œuvres, les expositions sont supervisées en Chine par le ministère de la Culture avec lequel nous discutons. Il peut arriver que des œuvres soient rejetées mais c'est très peu fréquent.

A l'occasion du 60ème anniversaire de l'établissement des relations diplomatiques franco-chinoise, avez-vous des projets d'expositions, notamment avec le West Bund Museum ?

A Shanghai, il n'y a pas de programmation spécifique. Nous avons eu l'annonce du renouvellement du partenariat entre nos deux musées qui est l'élément fort de notre

collaboration qui commence pour cette année du soixantenaire. En France, le contrat que nous avons avec nos partenaires chinois prévoit l'organisation d'événements autour d'artistes chinois qui seront présentés au mois d'octobre au Centre Pompidou à Paris. C'est le fruit d'un co-commissariat franco-chinois et de recherches que nous avons menées ensemble sur la scène contemporaine chinoise.

Lorsque l'on compare l'architecture du Centre Pompidou que l'on surnomme « Notre Dame des Tuyaux », et celle du West Bund Museum à Shanghai, l'architecture de ce dernier apparaît plus conventionnelle, moins moderne ou contemporaine ?

Lorsque commencent les discussions avec un partenaire étranger, il arrive qu'il ait déjà une idée de l'architecte à qui il souhaite confier la construction ou la rénovation du musée, ce qui était le cas du West Bund Museum. David Chipperfield a été retenu pour la conception de ce projet et nous en étions ravis, c'est un très grand architecte mondialement reconnu.

Avez-vous d'autres projets en Asie ?

Nous avons des projets de tournées d'expositions. En Chine, nous aimerions faire tourner les expositions dans d'autres villes que ce soient celles qui sont présentées au West Bund Museum ou d'autres. Nous observons un vrai engouement des musées chinois et des grandes villes chinoises pour nos expositions.

Nous accueillons des délégations très régulièrement, de Shenzhen, aujourd'hui de Chengdu avec laquelle nous avons travaillé en 2018 déjà sur un projet d'art contemporain avec des jeunes artistes émergents et peut être Macao. Nous avons des relations avec le Musée M+ à Hong Kong depuis longtemps, nous y faisons aussi des expositions. S'agissant de l'Asie du Sud-Est, nous accomplissons tout un travail de prospection d'artistes en lien avec une conservatrice du Musée et avec une curatrice de Singapour.

Notre objectif est de mieux faire connaître cette scène en France ainsi que de faire entrer des œuvres asiatiques dans la collection du Centre Pompidou.



Nous souhaitons aussi organiser des colloques ou des événements autour de ces œuvres et de ces artistes d'Asie du Sud-Est. De ce point de vue-là, Singapour est vraiment un hub important, une porte d'entrée sur l'art de l'Asie du Sud-Est. C'est donc très précieux pour nos projets de recherche. Dans les nouvelles géographies de l'art contemporain, ce n'est pas forcément un secteur qui a été très expertisé historiquement au Centre Pompidou. C'est donc une zone où nous investissons beaucoup, plutôt en termes de recherche, que d'expositions ou de partenariats.

Nous arrivons à la fin de notre interview. Est-ce qu'il y a un sujet que vous aimeriez en particulier aborder ?

Oui, les publics. Nous avons fait une exposition dernièrement sur le surréalisme et l'Asie mettant en avant certaines inspirations asiatiques du mouvement surréaliste.

Dans l'exposition Kandinsky, il y avait des bronzes du Musée de Shanghai qui permettaient de montrer que Kandinsky, dans son travail, avait été inspiré par des expositions d'art asiatique. Dans cette exposition, il y avait effectivement des œuvres exceptionnelles prêtées par le musée de Shanghai, à la fois des peintures, des calligraphies, qui montrent le dialogue entre notre collection et l'art asiatique. Nous avons un public qui est de plus en plus intéressé, jeune, et nous voyons qu'il y a un réel engouement en Chine pour l'art contemporain.

Ce qui est intéressant c'est que le musée est positionné géographiquement en face du lieu de la Foire ou de la Biennale de Shanghai, une zone qui est donc très fréquentée culturellement.

Nous souhaitons dans la durée susciter l'envie du public chinois, des Shanghaïens de venir, entre amis, entre jeunes. Avec les écoles chinoises, c'est plus difficile mais il y a quand même quelques visites de groupes qui fonctionnent. Nous souhaitons être dans un dialogue des cultures.

Ces collaborations prennent du temps. Les premières années ont été compliquées. Mais nous sommes vraiment heureux de renouveler notre partenariat pour installer cette collaboration dans la durée.

Encore une fois ce n'est pas un Centre Pompidou comme à Paris, ce n'est pas le Centre Pompidou qui fait tout, qui avance tout seul et qui s'implante à Shanghai.

C'est un partenariat avec un musée qui se crée et qui veut apprendre à faire des expositions, à apprendre à former son personnel. C'est vraiment un projet de coopération culturelle avec une dimension d'expertise et de formation, avec des interlocuteurs qui sont excellents. Concernant la programmation culturelle dans un lieu nouveau, dans un pays où le Centre Pompidou n'a pas travaillé, nous apprenons avec le temps.

Il faut ajuster sa programmation en fonction de ce qui marche, de ce qui résonne avec le public. Pour les premières expositions nous avons fait ce que nous pensions être bien collectivement. On le voit aujourd'hui, c'est pour cela que je vous parlais du surréalisme et de l'Asie, l'exposition sur le design, nous voyons que le public aime le dialogue entre les artistes chinois et les collections qui sont les nôtres.

Pensez-vous que le West Bund sera en mesure de s'appropriier le concept du Centre Pompidou ?

Ce qui étonnant, contrairement à d'autres musées qui se créent, c'est qu'ils ne sont absolument pas dans une logique d'acquisition de collections. Ils n'achètent pas d'œuvres. Le Musée d'Abu Dhabi a mis beaucoup d'argent pour constituer sa propre collection à terme. Le West Bund n'est pas du tout dans cette logique d'acquisitions. Quelle sera la ligne artistique d'un musée si la collaboration avec le centre Pompidou s'arrête ? Je ne peux pas le dire. Je pense qu'ils ont des ambitions très fortes et que ce projet contribue à faire de Shanghai et de la zone West Bund en particulier un hub de niveau international sur le plan culturel. Ils souhaitent que ce soit un centre névralgique de l'art contemporain mondial.

Ce qui est intéressant, c'est que depuis que nous nous sommes installés, l'écosystème culturel à Shanghai a évolué très vite. Dès son ouverture, le Musée de Pudong dans le bâtiment de Jean Nouvel, qui est au pied de la tour Shanghai, a bénéficié d'une fréquentation touristique importante. Les musées de Shanghai se sont mis à faire beaucoup d'expositions internationales avec des grands musées. Je n'étais pas

retournée à Shanghai depuis 2019.

Aujourd'hui j'y observe un vrai changement. Le Centre Pompidou était à l'époque un des seuls à faire des expositions dans le domaine de l'art contemporain et moderne.

Aujourd'hui quand on se rend à Shanghai, on a le choix entre cinq ou six expositions de niveau international.

Le constat est qu'après la crise sanitaire du Covid, nous avons assisté à un développement exponentiel du nombre de lieux culturels avec des partenaires internationaux, et donc une fréquentation pour les expositions beaucoup plus importante qu'auparavant.

Le Centre Pompidou a certainement eu un effet d'entraînement sur l'écosystème autour de l'art moderne et contemporain mais c'est difficile de le mesurer !

Ce projet suscite de l'intérêt et de la curiosité. Le contrat a été renouvelé pour une période de cinq ans et nous recevons très fréquemment des délégations chinoises depuis la réouverture de la frontière.

Nous avons même récemment reçu le ministre de la culture et du tourisme chinois, M Sun Yeli, qui était à Paris. Il est venu visiter le Centre Pompidou et nous a indiqué se réjouir de cette collaboration culturelle.



Julie Narbey

Depuis 2017, Julie Narbey est la directrice générale du Centre Pompidou.

Elle a débuté sa carrière au Secrétariat général du Ministère de la Culture sur des fonctions financières et de tutelle d'établissements publics avant d'intégrer, en 2008, le musée du Quai Branly comme directrice de l'administration et des ressources humaines. En 2010, elle est nommée conseillère pour les affaires financières au cabinet du ministre de la Culture, Monsieur Frédéric Mitterrand. Elle rejoint ensuite, en 2011, le Palais de Tokyo, centre d'art contemporain, comme directrice générale déléguée où elle contribue activement au développement d'un modèle culturel innovant. Julie Narbey est diplômée de Sciences Po Paris et ancienne élève de l'ENA (2005).



FONDATION FRANCE-ASIE

Fonds de préfiguration

La Fondation France Asie est une Fondation indépendante consacrée aux relations entre la France et les pays d'Asie.

Créée en 2023, la Fondation France-Asie promeut les échanges entre les sociétés civiles française et asiatiques. Elle encourage le dialogue et le développement de nouveaux partenariats entre la France et les pays d'Asie, au service de valeurs partagées d'amitié entre les peuples, d'humanisme, de co-développement et de paix.

Président

Arnaud Ventura

Directeur Général

Thomas Mulhaupt

Directeur de la Publication

Jean-Raphaël Peytregnet



15 rue de la Bûcherie
75005 Paris
France

contact@fondationfranceasie.org

www.fondationfranceasie.org